

LE RÉVEIL SAINT-PIERRAIS

Journal Républicain

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance).
 Pour la Colonie.
 Un an..... 12 fr. 00. — Six mois..... 7 fr. 00
 Union Postale
 Un an..... 15 fr. 00. — Six mois..... 8 fr. 00

FERNAND MAZIER

DIRECTEUR

Quai de la Roncière

Saint-Pierre & Miquelon

PRIX DES ANNONCES.

Une à six lignes..... 3 fr. 00

Chaque ligne au-dessus..... 0 fr. 40

La tactique de la Vigie

Nous devons démasquer en quoi consiste la tactique de la Vigie, journal de MM. Légasse.

Tout le monde le remarque et s'en étonne, la Vigie ne répond ni à l'Action laïque ni au Réveil. Elle se contente de parodier ce qu'a avancé l'un ou l'autre de ces journaux sans refuter ou contredire quoique ce soit.

Cette manière de faire ne satisfait pas, parcequ'en somme on voit, malgré tous ses grands mots qui tournent au tour du pot, que M. Légasse n'est pas un homme à s'expliquer carrément.

Ses adversaires l'ont accusé d'être franc-maçon à Paris et clérical à Saint-Pierre, et M. Louis Légasse n'a jamais abordé cette question épineuse de démentir ces assertions. Il a fait semblant de traiter par la plaisanterie la gravité de ce double rôle et il a parodié l'Action laïque et le Réveil en disant: Louis Légasse franc-maçon, clérical, sorcier, allons donc! mais sans préciser s'il l'était ou ne l'était pas, se contentant de faire une salade de tous ses titres. Et il y a des braves gens assez simples qui se contentent d'explications qui n'en sont pas, puisqu'elles ne disent rien. A moins qu'elles ne soient de l'avis de cet abbé qui, poussé à bout sur la question, trouva la véritable réponse: **si c'est utile à son commerce.**

Nous admettons ce libéralisme spécial du clergé à l'égard de M. Louis Légasse; mais ce que nous n'admettons pas, c'est qu'il lance l'anathème contre l'Action laïque et le Réveil qui ont une ligne de conduite d'accord avec les principes qu'ils mettent en avant et qui n'en ont pas deux différentes.

Nos lecteurs sentiront une bonne fois pour toutes qu'en religion comme en autres choses, nos adversaires se croient tout permis et qu'à nous on nous dénie le droit de défendre notre existence matérielle, que l'on met à la merci de toutes les supercheries d'un langage plus ou moins ronflant et qui malheureusement a le don de s'imposer à des gens qui se croient intelli-

gents parcequ'ils s'abusent volontairement pour ne pas voir jusqu'où ils sont eux-mêmes abusés, mais abusés comme des enfants auxquels on fait croire tout ce que l'on veut, parceque l'on sait qu'ils sont incapables ou assez insouciant pour ne point approfondir.

LE SYNDICAT DES MARINS PETITS-PÊCHEURS

Il nous revient de toutes parts que les affiliés de MM. Légasse s'insinuent de tous côtés auprès des petits-pêcheurs de morue pour arriver à les combler de manière à complaire aux désirs du Maître.

A l'île aux Chiens, ce sont les employés de la maison Huet qui s'en vont de maison en maison récolter des adhésions au syndicat projeté de petits-pêcheurs, syndicat que M. Louis Légasse voudrait arriver à former afin de le faire diriger vers une orientation conforme à ses vues et à sa façon de faire.

Comme l'on sait que les gens de l'île sont têtus et défiants (et ils ont raison de l'être, on le serait à moins), on cherche d'abord à les **appioler** en leur présentant en premier lieu une pétition qui a trait à l'obtention d'un médecin pour l'hiver, chose déjà accordée. De ce côté-là, il n'y a pas d'hésitation, c'est une revendication humanitaire qui séduit tout le monde, mais ce n'est qu'une entrée en matière pour obtenir la signature de l'autre pétition qui n'est qu'une adhésion à la formation d'un syndicat.

Que peut être un syndicat de petits-pêcheurs? Très bon ou très mauvais: très bon si l'idée était spontanée chez eux et que l'on laisse ces braves gens discuter seuls et librement leurs propres et vrais intérêts; très mauvais s'ils deviennent à la merci de quelques meneurs embrigadés par M. Celui-ci ou par M. Celui-là.

En la circonstance qui nous occupe, convenons qu'il faut que M. Légasse ait un intérêt bien immédiat pour tant

s'occuper de la formation du syndicat des petits-pêcheurs quand, de principe, il a toujours été opposé à la création de ceux des armateurs à la grande pêche; car même un syndicat de petits pêcheurs ne peut être que gênant à sa manière de commercer qui est monopolisatrice.

L'intérêt immédiat du moment, est-il besoin de le dire? git dans l'éclosion de cette malheureuse question de la baleine, contre laquelle M. Légasse sent, plus qu'il ne sait, qu'il existe une forte majorité de petits pêcheurs, opposants irréductibles. En formant un syndicat, il voudrait faire avaler à ces braves gens le contraire de ce qu'ils ont décidé d'après leur expérience du métier de la pêche. M. Légasse est de ces gens que l'on flanque à la porte, mais qui ne se rebuient pas pour si peu, étant prêts à enjambrer la fenêtre par la seule préoccupation d'arriver à leur fin envers et contre tout.

N'est-ce pas le cas, dans cet empressement qu'il met à former un syndicat, qui un jour devra le gêner, mais l'avenir de demain est loin et ne l'inquiète pas; sa seule préoccupation est de trouver le moyen de sortir de l'entrave du quart d'heure, et ce moyen réside dans la formation d'un syndicat de petits pêcheurs qu'il ferait mouvoir de manière à anéantir l'opposition qui est faite à son dada d'établir une usine de baleine à Miquelon.

Voilà le danger à courir, fort tangible pour tous ceux qui veulent se donner la peine seulement d'entrevoir où tendent les menées si ardentes et si intéressées des uns et des autres, lesquels se distinguent par un zèle plus empressé que convaincu.

Les desiderata de M. Louis Légasse sont connus, il suffit de lire la Vigie du 13 août dernier, dans laquelle il s'exprime catégoriquement en ces termes: **Nous devrions déjà avoir un établissement frigorifique et une usine de baleine.** Et plus loin dans le même numéro: **nous devons arriver à produire beaucoup et meilleur marché, ou bien fatalement nous succomberons dans cette lutte.**

Voilà des déclarations très catégoriques qui ne laissent place à aucun doute sur les intentions de M. Légasse

ACTES ET PAROLES

d'avoir la volonté arrêtée de produire à meilleur marché. Pour arriver à ce résultat de beaucoup produire, nous pouvons dire, avec l'expérience pratique que chacun possède, que c'est un moyen qui n'est à la disposition de personne, pas même de M. Louis Légasse, d'où une simple métaphore quelque peu vantarde, parce que la matière première bat de la queue dans l'eau et que, pour cette raison, personne ne peut tabler à l'avance pour préciser que la pêche sera abondante ou même seulement passable, surtout par ces années-ci où le manque de boëtte est la principale cause, mais pas la seule sans doute, de la non-pêche.

Quant à l'autre moyen évoqué de **produire à meilleur marché** entrevu ou esquissé par M. Légasse, il ne peut être réalisé que par la coalition ou entente des acheteurs de morue décidés à faire la baisse. Vous voyez un exemple de coalition d'intérêts commerciaux dans l'association des trois plus grosses maisons d'achat et de production constituée sous la raison sociale de la « Morue française » qui, à l'égard de Saint-Pierre, n'est qu'une sorte de **trust mortuaire**, qui fonctionnera une fois mis en train par élimination ou par absorption de ses concurrents gros ou petits.

Voilà le point capital que les petits pêcheurs ne doivent pas perdre de vue, non pour leur sécurité de l'heure présente qui semble assurée par les hauts prix qui sont pratiqués cette année, mais pour leur sécurité à venir et prochaine où le mauvais effet de cette coalition commerciale ne manquera pas de se faire sentir dans des conditions qu'il est facile de prévoir.

Une autre considération que les petits pêcheurs ne doivent pas négliger d'envisager s'ils veulent toutefois conserver leur indépendance d'existence, est de ne jamais s'allier à plus forts ou plus puissants qu'eux; sans quoi, ils risquent d'être les dindons de ces associations, dans lesquelles ils ne pourraient même pas faire entendre leurs légitimes réclamations par être trop peu importantes en regard aux gros intérêts où ils seraient absorbés: ce serait la lutte du pot de terre contre le pot de fer, autrement dit **ruine et misère**.

LES NOUVEAUX MEMBRES

DU CONSEIL PRIVÉ

Par décret du 7 août M. Eugène Salomon a été nommé conseiller privé titulaire et M. André Paturel suppléant.

Nous avons déjà signalé les inconvénients et les critiques qui se sont élevés au sujet de la nomination de M. Eugène Salomon. On peut dire que ce choix ne fait pas honneur à la perspicacité administrative de M. Angoulvant. Et nous allons le lui démontrer en quel-

ques mots, car quand on veut faire des réformes, il faut les accomplir dans le sens qu'on le préconise ou alors il y a du parti pris et de la partialité.

M. Angoulvant sait qu'il a charge et mission d'administrer et de gouverner une colonie qui ne vit, qui n'a sa raison d'exister que par le commerce; pour quoi va-t-il chercher un notaire soi-disant pour lui donner des conseils? M. Angoulvant, qui critique M. Jullien comme gouverneur, n'a rien à lui envier puisqu'en la circonstance il n'a fait qu'accentuer la bévue commise par son prédécesseur. Et encore M. Jullien avait cette excuse que M. Salomon lui avait rendu certains services qui avaient été appréciés, tandis que M. Angoulvant n'en est pas à en réclamer et ne peut même pas en avoir besoin.

M. le gouverneur Angoulvant aurait pu aussi se rendre compte qu'il existe à Saint-Pierre cette anomalie de ne posséder qu'un seul notaire; pourquoi alors de cette unique tabellion veut-il faire un homme politique? est-ce pour mettre ses clients plus à sa merci?

S'il eut consulté M. le procureur de la République, son prédécesseur intérimaire immédiat, sûrement ce magistrat lui aurait fait part des récriminations dont ce monopole est toujours l'objet. Le fait est qu'il faut être à Saint-Pierre pour n'avoir pas le choix de son notaire de famille et d'être obligé de confier ses affaires à un monsieur qui ne vous comble pas.

Quant à M. Paturel André sa personnalité est généralement sympathique à tout le monde, mais M. le gouverneur, qui est le gardien fidèle des lois, devrait donner l'exemple de les respecter et non de les violer.

M. Angoulvant sait mieux que personne que le décret du 2 avril 1885 regit aujourd'hui le conseil d'administration. Or l'art. 9 § 2 prescrit: la même incompatibilité existe à l'égard des entrepreneurs de services ou de travaux publics retribués sur le budget de la colonie. M. Paturel est entrepreneur du service postal entre Saint-Pierre, Langlade et Miquelon. Les inconvénients de cette double situation sont si appréciables que le décret du 2 avril 1885 prescrivait art. 17 de déclarer démissionnaire le conseiller général qui se trouverait frappé de l'incapacité prévue à l'art. 9.

Cette sévérité avait encore moins sa raison d'être qu'au conseil d'administration, parce que au conseil général l'entrepreneur colonial ne se trouvait en contact qu'avec une autorité délibérante, tandis qu'au conseil d'administration et au conseil privé il y a tout à la fois l'autorité délibérante et l'autorité exécutive qui ne font qu'une.

La violation de la loi n'en est que plus flagrante. En la circonstance, M. le gouverneur Angoulvant donne une fois plus raison à cette axiome que ce sont ceux qui font les lois, qui sont les premiers à les transgresser et à les violer.

M. Angoulvant l'est arrivé à St-Pierre avec l'idée bien arrêtée d'autoriser la création d'une usine à baleine. Il s'en est défendu, mais si mollement et si étrangement, et sa manière d'agir par la suite a été telle que baleinards et anti-baleinards sont persuadés de la véracité de mon affirmation.

Je me demande avec bien des gens quel intérêt M. Angoulvant avait pour ressusciter cette histoire de baleine à laquelle personne ne pensait plus, pas même celui qui, prêle-nom de Légasse, s'en était fait et en est redevenu le champion.

..

Le ministre avait invité M. le gouverneur Cousturier à résilier le contrat postal de 1902, trop onéreux pour les finances de la colonie, dès que l'occasion s'en présenterait. Le bateau postal *Pro-Patria* se perd. C'était, ou jamais, l'occasion pour le Gouverneur de se conformer aux instructions ministérielles. Ah bien oui, vas voir s'ils viennent, Jean! M. Angoulvant, sans prendre aucun avis, pas plus du Conseil privé que du Conseil d'administration ou de la Chambre de Commerce, s'abouche avec l'entrepreneur et lui maintient, avec de nouveaux avantages, le contrat de 1902. Pendant 7 ans encore la colonie supportera une dépense annuelle de 40,000 francs qui pouvait et qui devait lui être évitée, et, pour y faire face, M. Angoulvant, qui a aujourd'hui la majorité assurée au Conseil privé et au Conseil d'administration, créera de nouveaux impôts.

..

Le gouvernement de la République fait tous les sacrifices possibles pour la laïcisation complète des écoles primaires et invite les gouverneurs des colonies à l'imiter. M. Cousturier, d'accord avec son conseil d'administration, a décidé que, à la rentrée scolaire de 1905, la laïcisation serait complète au chef-lieu et la population l'a acceptée sans la moindre protestation.

Arrive M. Angoulvant qui se proclame républicain-socialiste, libre-penseur, anticlérical et partisan incorruptible de la laïcisation. Mais le curé arrive à son tour et, patatras, la laïcisation s'évanouit. M. Angoulvant prétexte un surcroît de dépense annuelle de tout au plus 2,500 francs alors que, par ailleurs, il jette l'argent par les fenêtres.

..

M. Cousturier, encore d'accord avec son conseil d'administration et aussi avec le bon sens, (ce qui ne lui arrivait pas souvent), a décidé la suppression de deux vicaires pour ramener l'effectif du clergé à ce qu'il était antérieurement.

prise de possession de la colonie
Pompon et alors que la population
catholique comptait au moins 500 indi-
vidus de plus qu'aujourd'hui.

Pompon rentre et, immédiatement,
M. Angoulvant rétablit les vicaires sup-
primés.

Et M. Angoulvant est anticlérical !
que serait-ce donc s'il était clérical ?

..

M. Angoulvant a déclaré qu'il était
gouverneur et qu'il gouvernerait.

Ce sont là des paroles, mais où sont
les actes ?

Qui a gouverné la colonie de Juin
1901 à Juin 1905 ? Ce ne sont assurément
pas MM. Jullien et Cousturier.

Qui la gouverne aujourd'hui ?

Est-ce M. Angoulvant ? Est-ce Pom-
pon ? Est-ce l'ancien associé de Jolivet ?

Rien de ce que nous voyons tous les
jours ne prouve que ce soit le premier.

UN CONTRIBUABLE

A LA VIGIE

Je ne croyais pas que nous
avions à l'île aux Chiens des élec-
teurs aussi savants pour épater
par de grands mots que tout le
monde ne connaît pas, à commen-
cer par moi, et qui riment avec
Nativel, ancien suisse d'église dé-
cédé et marchand de saucisses à
ses heures.

En ma qualité de maire, je dois
connaître la loi sans vouloir la
faire à qui que ce soit.

Simple citoyen, je puis **désirer**
le maintien des sœurs en usant du
droit de pétition que me donne la
loi; mais, maire, je ne puis **vou-**
loir ce même maintien contre la
loi.

J'ai donc **signé** la pétition et je
n'ai pas demandé leur départ par-
ce que j'ai toujours été satisfait de
leurs services d'institutrices.

Mais je n'ai pas autorisé la
souscription, pas plus que je n'y
ai participé.

Laloi peut-il se révolter et ma-
nifester contre la loi ? Non.

Voilà la vérité sur cette histoire
à dormir debout, et je défie les
blagueurs de la Vigie de dire le
contraire sans encore essayer de
tromper le pauvre monde comme
ils font tous les jours. Ils se figu-
rent, eux qui voudraient se faire

appeler Monsieur gros comme le
bras, avoir affaire à des imbéciles
qui ne comprennent pas **pourquoi**
les petits chiens cachés aboient.

AUGUSTE LALOI

L'APAISEMENT

La **Vigie** du 13 août, par la plume
cette fois de son propriétaire, nous con-
viait à nouveau et pour la centième fois
à l'apaisement.

Ce nouvel appel à la concorde signé
L. Légasse nous avait laissés scepti-
ques surtout après la lecture de la fin
comminatoire de l'article en question.
Tous les gens de bonne foi et de bon
sens avaient souri en lisant cette déclara-
tion programme où le mot d'apaise-
ment apparaissait comme une folle chi-
mère.

Ceux qui plus crédules avaient con-
servé encore quelques illusions n'ont
pas attendu longtemps pour voir com-
bien il fallait croire à toutes ces belles
paroles et comprendre comment M. L.
Légasse et les siens entendent l'apaise-
ment, ou mieux l'aplatissement.

En effet dès le 20 août la **Vigie** re-
prend l'offensive. C'est **un marin (??)**
qui nous crie du large : **gare dessous !**
ça va chauffer à notre retour des
bancs, cet automne. »

Nous voilà donc prevenus, nous au-
rions sans doute la triste joie de revoir
ce que nous vîmes il y a deux ans en
hiver; nous ne le souhaitons pas mais
si cela arrive, et bien les gens nouveaux
venus dans le pays, depuis le gouver-
neur jusqu'aux magistrats et autres
fonctionnaires, verront où sont les agi-
tateurs et où sont les violents.

L'apaisement promis, l'apaisement
prêché est donc un leurre, une chimère,
d'ailleurs l'apaisement est-il possible ?

Cédons ici la plume à un des esprits
les plus éclairés du parti republicain,
à M. Henry Maret député radical et ré-
dacteur en chef du **Rappel** voici ce qu'il
écrit sur l'apaisement.

Nous avons cette rage particulière de
vouloir toujours nous apaiser, et de le
prouver par des horions. C'est pourquoi,
ayant quelque expérience des choses de
même que, lorsqu'on me parle de dé-
grèvements j'en conclus sagement qu'on
va augmenter nos impôts, de même,
quand j'entends parler d'apaisement,
de concorde et d'union, je me dis :
« Défions-nous, on va cogner ».

Je m'étonne d'ailleurs d'entendre des
hommes, qui se croient sérieux, exalter
un esprit de concorde dont ils ne vou-
draient pas pour leur compte. La véri-
té est que celui qui est le plus fort trou-
ve tout-à-fait extraordinaire que son
ennemi n'éprouve pas à son égard les
sentiments les plus pacifiques. Le beau

rêve de l'unité morale est je le recon-
nais, particulièrement séduisant. Mal-
heureusement il est quelque peu diffi-
cile à réaliser.

Dois-je dire : malheureusement ? Et
cette unité, ou, si vous l'aimez mieux,
cette communion d'idées, qui serait la
fin de la lutte, ne serait-ce pas en même
temps la fin de la vie, c'est-à-dire la
mort ?

On ne voit pas bien une discussion
où, par amour de l'entente, nul ne con-
sentirait à élever d'objection. Cet apaise-
ment, ce serait tout simplement l'arrêt
de la pendule. Il n'irait pas sans un
profond ennui qui ne tarderait pas à
dissiper le besoin de la contradiction.

L'apaisement, c'est un beau mot qui,
comme on dit, fait bien dans le paysa-
ge. Mais personne n'y croit sérieuse-
ment, et personne ne le désire. L'exis-
tence étant un combat, il n'y a d'apai-
sement que dans la tombe.

La recherche de l'apaisement équiva-
ut à la recherche de l'absolu. Il faut
laisser cela aux alchimistes, en quête
de la pierre philosophale. « Je veux que
tu me querelles » dit fort congruement le
personnage de la comédie à sa servante.
Il y aura toujours parmi nous des su-
jets de querelles, et s'il n'en était plus,
il en faudrait inventer.

LE COMMISSAIRE ET LA BALEINE

La Vigie essaie de mettre le Réveil
en contradiction avec lui-même, au su-
jet de l'enquête que le commissaire de
l'inscription maritime a été chargé de
faire près des petits pêcheurs. Elle con-
fond sciemment la défense que nous
avons prise de M. Gailhac quand il a
été dénoncé auprès de M. Solange Bati-
din; et malgré que nous ayons pris
cette défense de notre propre délibéré,
nous n'avons jamais reçu ni fait visite
à M. Gailhac, comme le lui a fait son
dénonciateur en personne, qui a joué
la comédie de distinguer la double per-
sonnalité.

Par principe, la Vigie devrait savoir
que le rôle d'un journal n'est pas de cou-
vrir un fonctionnaire de fleurs, qu'il est
au contraire de son devoir professionnel
de le critiquer quand il le mérite. Or
en l'état, nous nous sommes contenté
de constater la mission dont M. le
commissaire de l'inscription maritime
avait été chargé par arrêté du gouver-
neur du 17 juillet et de dire avec une
certaine raison que les petits pêcheurs
étaient plus où moins à l'aise de dépo-
ser en pleine air devant leur commi-
saire.

Ce que nous aurions pu critiquer, c'est cette enquête poursuivie sans avoir été ordonnée d'une manière générale par M. le gouverneur qui, au début, était opposé systématiquement à toute enquête à Saint-Pierre, à tel point qu'à l'heure actuelle il n'y en a pas une qui soit ouverte avec régularité soit implicitement soit explicitement.

M. le gouverneur Angoulvant, il faut bien le lui dire, se borne à rallier un peu de tous les côtés des éléments épars qui puissent donner raison à son amour-propre administratif de faire triompher une question allemande que deux de ses prédécesseurs n'ont pu faire aboutir. Pour faire voir sa vaillance, M. Angoulvant aime les difficultés qui ne le préoccupent pas à bon droit, parce qu'il ne sera plus là quand elles éclateront.

M. le gouverneur Angoulvant a en effet peut-être beaucoup de ressources à sa disposition, notre bon droit aura celle comme les Norvégiens de se faire justice soi-même contre l'étranger favorisé au détriment d'intérêts nationaux. Et ceux qui ont trouvé le moyen de flanquer le feu à l'église sans un remords de conscience, n'auront rien à dire que le patriotisme fasse ce qu'un criminel a pu commettre impunément grâce à des complaisances ou à des complicités pusillanimes.

EXPOSITION DE MARSEILLE

Depuis sa villégiature à Langlade, à la villa gubernatoriale, le président du comité local de l'exposition coloniale de Marseille, qui n'est autre que M. Garnier, prétend qu'il va avoir à sa disposition un crédit de 5,000 francs pour faire face au projet de dépense de participation de la colonie à cette exposition.

Il paraît que le séjour de Langlade procure des mirages que l'on attribue au sable scintillant des monts de M^{me} Dibarboure, car ce magistrat se vante également de succéder sous peu et directement à M. Caperon en récompense des services par lui rendus à la future exposition de Marseille et à l'instruction publique, dont il est inspecteur primaire.

S'il devait en être ainsi, nous nous demanderions sérieusement si M. le

gouverneur Angoulvant prend à tâche de mettre sous sa protection ceux que la notoriété publique ne se fait pas faute de signaler comme devant être rappelés à l'ordre dans l'accomplissement de leur devoir professionnel.

GUADELOUPE

Le « Rappel » du dernier courrier reproduit une lettre de M. Gerville-Réache au président du Conseil, l'avisant qu'il interpellera le gouvernement, dès la rentrée des Chambres, sur certains scandales publics et privés qui se passent dans les hautes sphères administratives de la Guadeloupe.

ANNONCES & AVIS

A VENDRE

A l'habitation de M. J. Prenveille
Avec grande réduction de prix

Hameçons.—Avançons.—Moufles.—Un sac de guano.—Deux maillons de chaîne neuve.—Chaînes et ancrs d'affourché.—Feuillard en bois.—Clous à boucaut.—Bouteilles.—Ocre rouge.—Vinai gre.—Coaltar.—Fûts vides.—Sel de coussin et autres articles.

Deux Actions du Slip Lefèvre

S'adresser à M. J. DUPONT

A VENDRE

Salon.—Piano.—Salle à manger.—Buffet.—Chambres à coucher.—Tables.—Chaises.—Sto res.—Rideaux.—Tableaux.—Meubles de cuisine et d'apparte ments.

S'adresser au Rév^d TEMPLE
RUE MAMYNEAU

A VENDRE ou A LOUER

Une MAISON à étage, cave et grenier, ayant cour et jardin, eau de source dans la cave, sise au coin des rues du Barachois et Boursaint.

S'adresser à M. René Collet.

A VENDRE

Comestibles divers.—Vins en bouteilles.—Parfumerie.—Articles de pharmacie.—Livres de médecine.—Ustensiles de cuisine, linge de corps, de chambre à coucher, de table et de toilette.—Une machine à coudre etc. etc.

Ustensiles, linge et livres sont neufs.

S'adresser à M. Th. CLÉMENT
ROUTE DE GUEYDON

AVIS

Le soussigné, représentant des Corderies de la Seine, a l'honneur d'informer MM. les armateurs qu'ils trouveront chez lui à de bonnes conditions:

Câbles manille et acier; funin manille, goudronné; rides, ralin gue, coco, lignes de loch, drisses de pavillon, chanvre blanc, li gnes de pêche, orains, avançons, remorques coco et manille, li gnes amarrages acier et funin, taraud pour câbles, étamine, fil à voiles

E. BENATRE

Le Gérant, Fernand Mazier.

St-Pierre Miquelon. — Imp. du Réveil.